

# A Hanoï, la diplomatie de Trump en échec

Le sommet avec Kim Jong-un s'est achevé sur un désaccord quant aux sites à démanteler pour lever les sanctions

HANOÏ - envoyé spécial  
TOKYO - correspondant

Donald Trump a quitté Hanoï les mains vides, jeudi 28 février. Le président des États-Unis avait espéré entretenir et conforter la dynamique lancée il y a huit mois à Singapour lors de sa première rencontre avec Kim Jong-un. Cet espoir a été cruellement déçu. Les négociations engagées la veille, que les deux dirigeants avaient mis en scène avec force marques de connivence et d'optimisme, se sont grippées avant le déjeuner bilatéral que les deux délégations devaient partager. Auparavant, le responsable nord-coréen s'était senti assez en confiance pour répondre pour la première fois à des questions posées par des journalistes américains. Un signe trompeur, masquant une divergence de fond.

Donald Trump a alors avancé la conférence de presse qu'il devait tenir avant son départ pour Washington, pendant que la Maison Blanche dressait le constat d'échec du sommet. La porte-parole du président, Sarah Sanders, a assuré que les contacts n'étaient pas rompus, que le sommet avait donné l'occasion de rencontres « très bonnes et constructives » et que les deux équipes avaient prévu de se retrouver « dans le futur ». Un très piètre résultat à l'aune des attentes suscitées par le président des États-Unis.

L'échec d'Hanoï constitue le plus important revers essuyé par M. Trump sur la scène internationale depuis son arrivée à la Maison Blanche. Il avait pris tout le monde de court en décidant de rencontrer Kim Jong-un, il y a un an, pour couronner un processus de désescalade après des mois d'une tension alimentée par la multiplication des essais nucléaires et balistiques nord-coréens et par la rhétorique agressive du président des États-Unis.

Cette initiative hardie avait été accueillie avec un très grand scepticisme par les experts. Ils avaient été confortés dans leurs réserves par la pauvreté du communiqué commun de Singapour, assez flou pour alimenter des divergences sur la définition de la dénucléarisation – l'objectif officiel de l'administration américaine pour la Corée du Nord, mais que Pyongyang souhaite étendre à l'ensemble de la péninsule. L'échec de Hanoï valide leur pessimisme.

Au cours de sa conférence de presse, Donald Trump a assuré que le blocage constaté jeudi ne menaçait en rien ses excellentes relations avec Kim Jong-un, qu'il a quitté en restant selon lui en bons termes. Il l'a expliqué en assurant que son interlocuteur avait campé sur l'exigence de la levée des sanctions sans précédent adoptées à la suite de la multiplication des essais nord-coréens, et dont il avait fait une priorité.

« C'était à propos des sanctions », a dit le président américain. « En gros, ils voulaient que

les sanctions soient entièrement levées, et nous ne pouvions pas le faire. Ils étaient disposés à désigner [pour démantèlement] une grande partie des zones [sites nucléaires] que nous voulions, mais nous ne pouvions pas abandonner toutes les sanctions pour cela. » « Nous avons quelques options, mais à ce moment-là, nous avons décidé de ne jouer aucune de ces options », a déclaré M. Trump. Il a ajouté : « Parfois, il faut quitter [les négociations], et c'était une de ces fois. »

## « PAS PRESSÉ »

Dans son message du Nouvel An, en janvier, Kim Jong-un avait pourtant mis en garde en indiquant que « si les États-Unis (...) ne modifient ni leurs sanctions ni leur pression (...), nous pourrions être contraints d'explorer une nouvelle voie pour la défense de la souveraineté de notre pays et des intérêts suprêmes de notre Etat ». Le directeur des affaires économiques du pays, O Su-yong, avait d'ailleurs fait le déplacement à Hanoï. Washington de son côté avait assuré qu'il ne renoncerait pas au levier des sanctions.

Conscient de la difficulté du dossier nucléaire, Donald Trump avait précisé « ne pas être pressé » pour y parvenir. Parmi les pistes possibles pour un accord à Hanoï figuraient d'ailleurs des options annexes. Une déclaration de paix qui laisserait en place le système d'armistice existant, mais ouvrirait la voie dans le futur à un traité de paix avait été évoquée. Les deux parties auraient pu s'entendre sur l'ouverture de bureaux de liaison, de facto des ambassades, dans chaque pays. Interrogé à ce sujet, Kim Jong-un a assuré jeudi qu'un bureau américain à Pyongyang serait « le bienvenu ».

Il avait été question aussi d'une déclaration formelle d'arrêt des essais de missiles. Une garantie pour Washington compte tenu de l'état du programme de missiles intercontinentaux nord-coréens. Le démantèlement de la centrale de Yongbyon, après la fermeture du site d'essais nucléaires de Punggye-ri, en mai 2018, a également été évoqué, comme l'ont confirmé Donald Trump et le secrétaire d'Etat Mike Pompeo. Mais aucune de ces pistes n'a pu être suivie jusqu'à son terme.

Pour un président qui ne cesse de se présenter comme un champion de la négociation, le revers d'Hanoï est d'autant plus cuisant qu'il survient après celui essuyé sur son projet de « mur » sur la frontière avec le Mexique. Cette série d'échecs témoigne que le talent revendiqué pour les affaires immobilières est de peu d'utilité, manifestement, pour celles de l'Etat. Déjà en butte aux critiques du Congrès, y compris de la part de certains républicains, pour sa gestion du dossier saoudien et le retrait unilatéral de Syrie, Donald Trump va être encore plus sur la défensive.

Le temps risque ensuite d'être compté pour le président des États-Unis, qui va progressivement être absorbé par sa campagne de réélection. Elle est de nature à alimenter la cir-

conspection de Kim Jong-un. Ce dernier ne peut avoir la moindre garantie sur la question de savoir si son interlocuteur actuel sera toujours en place en janvier 2021, dans moins de deux ans. Une incertitude qui ne devrait pas favoriser la prise de risques diplomatiques.

Donald Trump avait espéré en outre qu'une conclusion positive de ses nouvelles négociations avec Kim Jong-un efface l'effet désastreux créé par l'audition spectaculaire de son ancien avocat, Michael Cohen, par une commission du Congrès, la veille. Le président y avait été dépeint sous la plus crue des lumières. La déconvenue est doublement cinglante.

Le crédit de Donald Trump risque d'être durablement écorné dans la région. La rencontre de Hanoï avait suscité des espoirs de la

poursuite d'une détente entre la Corée du Nord et les États-Unis et aussi beaucoup d'appréhension sinon de critiques de la part de ceux qui craignaient que Donald Trump fasse trop de concessions à Kim Jong-un dans le seul souci de mettre à son actif un succès diplomatique. L'échec sera vraisemblablement mis majoritairement sur le compte d'une diplomatie personnelle menée sans préparation suffisante.

## DÉCEPTION DE SÉOUL

Un accord bâclé aurait fait des victimes : il aurait affaibli un peu plus le Traité de non-prolifération nucléaire, un risque majeur pour les alliés des États-Unis partisans des accords multilatéraux de contrôle, et il aurait mis en porte-à-faux ceux qui prônent la fermeté vis-à-vis de Pyongyang. C'est le cas du Japon, vers lequel sont pointés les missiles nord-coréens de moyenne portée, mais aussi des Européens. Bien que le sommet de Singapour en juin 2018 n'ait pas donné lieu à des développements tangibles, il avait amorcé un dialogue entre Pyongyang et les États-Unis qui donnait à penser qu'un accord était possible qui aurait noyé la question nucléaire dans des engagements plus généraux sur la paix dans la péninsule.

L'échec du sommet d'Hanoï signifie-t-il que l'on reviendra à la situation de tension avec des risques d'affrontement armés de 2017 ? Les tirs de missiles et essais nucléaires nord-coréens avaient conduit à une flambée de tension d'une rare gravité dans la péninsule. Au cours de sa conférence de presse, Donald Trump a déclaré que Kim Jong-un s'était engagé à ne pas reprendre les essais nucléaires et balistiques, suspendus depuis le sommet de Singapour. De son côté, le président américain n'entend pas reprendre les exercices militaires conjoints avec la Corée du Sud.

Ce revers est durement ressenti à Séoul. Le président Moon Jae-in s'est dit désolé de cet échec. Il a fait du rapprochement avec la Corée du Nord le cœur de sa politique. Mais le réchauffement des relations intercoréennes dépendait largement d'un accord entre Pyongyang et Washington. ■

GILLES PARIS ET PHILIPPE PONS

# Le maintien des sanctions entrave le rapprochement intercoréen

Des projets de coopération dans les infrastructures ou le sport ne peuvent aboutir sans le feu vert de la communauté internationale

SÉOUL - *envoyé spécial*

Les amateurs sud-coréens de *naengmyeon*, une spécialité de nouilles nord-coréenne, espèrent qu'elle sera bientôt servie dans une antenne du restaurant Okryu, célèbre établissement de Pyongyang, ouverte au sud de la zone démilitarisée (DMZ). «*Il y a un projet de franchise*, explique Shin Myung-seob, directeur général du bureau de coopération pour la paix de la province sud-coréenne de Gyeonggi, qui longe en partie la DMZ. *Les municipalités se battent pour l'accueillir.*»

L'initiative se heurte jusqu'à présent aux sanctions imposées à la Corée du Nord – «*faire venir un cuisinier du Nord et transférer de l'argent reste impossible*», note M. Shin – mais elle montre que la politique de rapprochement intercoréen amorcée début 2018 suscite des attentes.

La perspective de la levée de ces sanctions s'est éloignée, jeudi 28 février, lorsque la réunion à Hanoï entre le dirigeant nord-coréen Kim Jong-un et le président américain Donald Trump s'est achevée abruptement, sans accord ni communiqué conjoint. Le président sud-coréen, Moon Jae-in, devait toutefois avancer de nouvelles propositions, dès vendredi, dans son rapprochement avec le Nord.

En attendant, le Gyeonggi et la province voisine de Gangwon, qui longe également la DMZ, cherchent à exploiter au maximum les possibilités actuelles, et préparent l'avenir. «*Nous avons des contacts directs*, note M. Shin. *Nous discutons d'aide médicale et de coopération dans l'arboriculture.*»

Le gouverneur du Gyeonggi, Lee Jae-myung, s'est adjoint les services de Lee Hwa-yong, qui a travaillé dans l'administration du président Roh Moo-hyun (2003-2008) sur la politique de rapprochement intercoréen dite du «*rayon de Soleil*». Il veut créer une zone économique spéciale sur la côte de la mer Jaune (ouest), à cheval sur la DMZ, accueillant des activités «*liées à la quatrième révolution industrielle*».

«*Le regard des Coréens du Sud sur le Nord est aujourd'hui beau-*

*coup plus positif*», constate Cheong Seong-Chang, de l'institut Sejong, une évolution qu'il attribue à «*la persévérance de Moon Jae-in et à son pacifisme*». La mairie de Séoul a des projets d'infrastructures avec Pyongyang. L'Etat dispose d'un plan de développement économique tout prêt. Les *chaebols*, les puissants conglomérats sud-coréens, renforcent les moyens alloués aux projets avec le Nord.

## « Régime d'exception »

La première manifestation tangible du réchauffement fut la présence à la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques de Pyeongchang, en février 2018, de Kim Yong-jong, sœur de Kim Jong-un. Depuis, M. Moon ne relâche pas son effort, enchaînant les initiatives.

Trois sommets ont ponctué 2018, assortis d'engagements dans les domaines culturel et économique et sur la dénucléarisation de la péninsule. Le président sud-coréen a établi une relation apparemment cordiale avec Kim Jong-un, et s'est imposé comme médiateur entre MM. Kim et Trump.

Des rencontres de familles séparées par la guerre ont été organisées. Un bureau de liaison a été ouvert à Kaesong, en Corée du Nord. Dans le domaine sportif, les

## PYONGYANG ET SÉOUL POSTULENT ENSEMBLE À L'ORGANISATION DES JO DE 2032

deux Corées ont multiplié la création d'équipes unifiées, et ont déposé le 15 février un dossier de candidature conjointe entre Pyongyang et Séoul pour les Jeux olympiques de 2032.

Les avancées ne se font pas sans heurts. Une visite de Kim Jong-un à Séoul, que l'administration Moon espérait avant la fin 2018, n'a toujours pas eu lieu. Et la coopération économique reste au point mort. «*Une première étape a été franchie, mais pas la deuxième*, constate Kim Duyeon, chercheuse au Center for a New

American Security, un think tank de Washington.

Pour poursuivre le rapprochement intercoréen et offrir au passage au Nord une incitation à renoncer au nucléaire malgré le maintien des sanctions internationales, Séoul propose ce que Moon Chung-in, conseiller du président sud-coréen, qualifie de «*régime d'exception*», qui permettrait notamment de restaurer les liaisons ferroviaires ou de relancer l'activité dans la zone industrielle de Kaesong, exploitée en commun jusqu'à sa fermeture en 2016, et celle du mont Kumgang, où un complexe touristique nord-coréen a fermé après qu'une touriste du

Sud y a été abattue en 2008. Il n'en a pas été fait mention par MM. Trump et Kim à Hanoï.

Ces projets, initiés du temps de la politique du «*rayon de Soleil*», restent des symboles de la coopération intercoréenne. Ils sont aussi un outil de politique intérieure de première importance. La cote de popularité de M. Moon est passée sous les 50 % et l'opinion sud-coréenne, jusque-là favorable au rapprochement, pourrait se lasser de l'absence de progrès concrets.

Le président sud-coréen espère donc maintenir la dynamique malgré les déboires du sommet d'Hanoï. «*Moon Jae-in n'a pas oublié que l'ambitieuse déclaration intercoréenne du 4 octobre 2007 n'a jamais été appliquée.*

*Elle est intervenue trop tard dans le mandat de Roh Moo-hyun. Deux mois après, le conservateur Lee Myung-bak arrivait au pouvoir, enterrant les efforts de rapprochement*», explique Moon Chung-in, conseiller spécial du président pour l'unification et la sécurité nationale.

L'opposition conservatrice redoute que ce rapprochement se fasse au détriment de la résolution du problème qu'elle juge le plus fondamental: le nucléaire. «*Rien, dans le processus amorcé l'année dernière, n'indique la dénucléarisation de la Corée du Nord*», déplorait le 2 février Na Kyung-won, présidente du groupe parlementaire du Parti de la liberté en Corée. ■

PHILIPPE MESMER

## L'ambassade nord-coréenne à Madrid cible d'une attaque

L'AMBASSADE nord-coréenne à Madrid a été le lieu, vendredi 22 février, d'un mystérieux incident, révélé par le site espagnol d'investigation *El Confidencial* mercredi 27 février au matin, en plein sommet entre Kim Jong-un et Donald Trump à Hanoï. Des assaillants auraient séquestré pendant au moins quatre heures les membres du personnel en les attachant et en les bâillonnant, avant de saisir du matériel informatique et de prendre la fuite dans des voitures de luxe, selon les sources policières citées par le site.

### L'homme au pin's

Le ministère espagnol de l'intérieur a confirmé qu'une enquête est en cours, précisant qu'aucune plainte n'avait été enregistrée. Le fonctionnaire de plus haut rang de l'ambassade est en principe un attaché commercial: l'ambassadeur nord-coréen à Madrid, Kim

Hyok-chol, a été expulsé en septembre 2017 dans le cadre des sanctions contre Pyongyang; il occupe aujourd'hui le rôle de négociateur en chef de Kim Jong-un sur le nucléaire au sommet d'Hanoï.

C'est une femme nord-coréenne qui a donné l'alerte après être sortie de la propriété, dans le quartier résidentiel d'Aravaca, dans le nord-ouest de la capitale espagnole. Elle s'est mise à crier en coréen vers 17 heures le 22 février. Des voisins ont appelé la police, qui l'a emmenée dans un commissariat où elle a expliqué grâce à un interprète qu'un «groupe d'hommes est entré dans l'ambassade et a bâillonné le personnel».

Dépêchés à l'ambassade, les policiers se sont vu répondre à l'entrée, par un homme bien habillé avec un pin's du régime au revers du veston, que tout était «en ordre». Quelques minutes plus tard, deux

voitures sont sorties en trombe par le portail – dont l'une était conduite par l'homme au pin's. C'est à ce moment que les employés de l'ambassade sont sortis.

«Les détails de l'affaire restent, depuis ce [vendredi] soir, entourés de mystère», note *El Confidencial*, qui a pu confirmer auprès du siège de la police madrilène qu'un rapport avait été rédigé ce jour-là au sujet de «lésions» dont une femme, possiblement la Nord-Coréenne qui a sonné l'alerte, a été victime. Les services d'urgences se sont aussi déplacés en fin de journée afin de traiter trois personnes pour blessures légères.

Les voitures ont été retrouvées à proximité par la police, et sont analysées. Selon des sources proches de l'enquête citées par *El País*, qui n'écartent pas un cas d'«espionnage politique», les assaillants «savaient ce qu'ils faisaient». ■

BRICE PEDROLETTI